



**Rencontre nationale du Club des villes et territoires cyclables
en partenariat avec la Ville de Paris
Hôtel de Ville de Paris, 19 mars 2013**

« Vélo 2030 : diagnostiquer, prévoir, planifier, évaluer »

**Ouverture par Jean-Marie DARMIAN,
Président du Club des villes et territoires cyclables**

J'ai le plaisir d'introduire notre Rencontre nationale 2013 à Paris et de vous remercier de votre présence nombreuse, car c'est chaque année un moment intense et convivial d'échanges entre élus, techniciens et experts autour de sujets techniques et d'actualité. Nous avons la grande chance de vous accueillir, tous les ans, dans des conditions exceptionnelles grâce à la Ville de Paris, et notamment à notre collègue Julien Bargeton, adjoint au Maire et membre du Bureau du Club. En votre nom, au nom du Conseil d'administration du Club, je le remercie vivement !

Cette journée s'inscrit dans un cycle de réflexion sur 3 ans, avec les 3 Rencontres de Paris 2011, 2012 et 2013, dans le cadre des travaux de prospective vélo du Club. Après la Rencontre de 2011, « Comment le vélo prend sa place ? », et celle de 2012 qui s'interrogeait sur les différentes cultures techniques vélo et sur les choix stratégiques, le Club des villes et territoires cyclables garde le cap sur 2030 afin que le vélo passe partout et devienne un vrai outil au service de la mobilité, à toutes les échelles territoriales.

Dans une période où s'élaborent les bilans notamment du mandat municipal 2008-2014 et les projets de politique de mobilité pour la période 2014-2020, notre Rencontre 2013 approfondit les outils de connaissance, de diagnostic et d'évaluation qui sont à la disposition des collectivités. Elle s'intéresse aussi aux démarches pour impulser une politique modes actifs ou la relancer.

Comment « diagnostiquer, prévoir, planifier, évaluer », pour accélérer nos politiques vélo et de mobilités actives ? Pour les rendre plus efficaces, en optimisant les moyens à disposition, en mobilisant de nouveaux ?

Un an avant les Municipales, nous ne prétendons pas que toutes les clés vous ont été apportées au fil de ces trois Rencontres, et des autres rendez-vous du Club, mais nous nous sommes efforcés de recenser et d'approfondir les étapes clés et les outils essentiels d'une politique vélo.

Dans ce cycle de 3 Rencontres, il est important de revenir à l'affirmation du départ, posée lors de la Rencontre 2011 :

le vélo doit prendre sa place et passer partout !

Je le redis, **la continuité des itinéraires est une évidence et une exigence fondamentale :**

> quels que soient les aménagements qui la permettent, qui se succèdent et s'enchaînent de façon fluide,

> dans les villes centres, dans les périphéries d'agglomération et à toutes les échelles des territoires.

La continuité et la cohérence du système vélo est également le gage de son développement. Les services vélo – du stationnement à la location en passant par l'apprentissage, la réparation et l'information – y contribuent par leur multiplication.

Nous l'avons souvent constaté au fil de ces Rencontres et des rendez-vous du Club : il y a encore beaucoup de travail dans nos collectivités sur le front de la continuité et de la cohérence... C'est pourquoi, comme je le soulignais l'an passé à cette tribune, nous avons choisi de « feuilletonner » ce vaste sujet. En matière de pédagogie, la répétition et la multiplication des éclairages restent des recettes efficaces.

A un an des Municipales, il est important de se rappeler que nous avons deux « clients » : celle ou celui qui est déjà sur un vélo, celle ou celui qui n'a pas encore essayé et qui rencontre un ou souvent plusieurs obstacles pour se lancer. A commencer par le frein de sa propre incertitude, voire son inquiétude...

Pourtant, **ce cycliste qui s'ignore nous intéresse beaucoup !**

Au Club, depuis quelques temps, grâce notamment au soutien et à la collaboration de la Coordination interministérielle pour le développement du vélo – et je tiens à remercier son responsable, Dominique Lebrun, coordonnateur interministériel qui ne peut être des nôtres aujourd'hui –, nous avons pu engager des moyens d'études et d'enquêtes, dans le cadre de notre Observatoire des mobilités actives.

Ces travaux, comme les premiers résultats de **l'étude sur « Les Français et le vélo »** présentés en ce début d'année, constituent un matériau précieux et très encourageant.

Ces résultats démontrent et confirment qu'il se « passe quelque chose » du côté du vélo dans les pratiques et les représentations des Français. Le vélo n'est plus un mode en déclin, ou résiduel mais prend de l'importance dans les pratiques de loisirs et de mobilité des Français

Quand on constate qu'1 Français sur 2 a fait du vélo ces 12 derniers mois, que 14% des Français l'utilisent pour des motifs utilitaires comme aller au travail, à l'école ou faire des achats au moins quelques fois par semaine..., on doit se dire qu'on dispose d'un bon potentiel ! Et qu'il faut donc agir pour que cette pratique s'intensifie et que les motifs de l'usage du vélo se diversifient et se fortifient entre eux.

Les résultats complets de l'étude devront nous apporter des éclairages précieux dans ce sens – en nous donnant des clés pour agir sur les freins.

Le vélo de loisir ou sportif est une chance pour le vélo utilitaire !

Le vélo a une carte à jouer pour transformer la mobilité subie en mobilité choisie !

Chaque territoire possède ses atouts et ses handicaps vis-à-vis du développement du vélo. Mais le principal frein, j'en suis convaincu, est l'absence de volonté politique.

Nos collectivités ont engagé des politiques cyclables pour certaines depuis longtemps, pour d'autres plus récemment. La chance d'un réseau réunissant plus 1 300 collectivités est de bénéficier des retours d'expériences de ses membres dans leur grande diversité. C'est pourquoi, **pour cette Rencontre 2013, nous avons souhaité mettre l'accent non plus sur la boîte à outils mais sur les démarches et les méthodes d'observation, de diagnostic, de planification, d'élaboration de projet, et d'évaluation.**

Les moyens dont disposent les collectivités pour ces démarches sont très contrastés. Entre une grande agglomération engagée dans une politique vélo depuis plus de dix ans et une petite ville ou une communauté de communes qui se demandent par quoi commencer, il n'y a pas une recette unique.

Il faut parfois saisir des opportunités, pour faire la démonstration de l'intérêt et de l'impact d'une politique vélo, afin d'obtenir ensuite les moyens d'une action planifiée et ambitieuse.

Nos intervenants illustreront aujourd'hui toute la diversité de ces approches et montreront qu'on peut impulser, amplifier ou accélérer une politique vélo partout ! Merci à Chambéry, Chartres, la CUB de Bordeaux, Namur, Sens de venir témoigner !

On peut localement beaucoup mais nous tenons à rappeler au Club que le local a besoin du national pour avancer !

Nous avons souvent l'occasion de le souligner et de le déplorer : il n'y a toujours pas de véritable politique vélo nationale dans notre pays !

Je remarquais à cette tribune, il y a tout juste un an, que le mot vélo était absent de TOUS les programmes des candidats à l'élection présidentielle...

Le Plan national vélo présenté par le précédent Gouvernement en janvier 2012 ne constituait pas pour le Club des villes et territoires cyclables un véritable plan national. Mais une feuille de route. Une feuille de route ou un inventaire, assez complet certes, mais pas de nature à fixer des objectifs quantifiés ainsi qu'un calendrier et des moyens d'actions pour les atteindre.

Comme vous le savez, le Premier Ministre a demandé à Madame Batho, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, dans le cadre de sa lettre de cadrage pour la transition énergétique, d'engager un « plan ambitieux » en faveur du vélo et des modes actifs en 2013. Plusieurs mesures ont déjà été fléchées dans le Plan d'urgence pour la qualité de l'air, présenté par la ministre il y a quelques semaines. Nous travaillons avec le cabinet de Frédéric Cuvillier, ministre des Transports, chargé de la mise en œuvre de ce plan.

Comme pour améliorer la qualité de l'air dans notre pays, et tenir les objectifs fixés par l'Europe, il y a en effet URGENCE pour le vélo !

Et le vélo est un outil au service de ces politiques de réduction des émissions de CO₂ et d'encouragement de la mobilité alternative.

L'Etat ne doit pas être en retrait de ces efforts des collectivités et des usagers, mais doit bien créer le cadre qui encourage les initiatives locales, facilite l'action des collectivités, met en place des leviers comme des incitations économiques ou l'évolution réglementaire pour une meilleure prise en compte du vélo et des modes actifs.

On peut faire beaucoup ensemble – Etat, collectivités, acteurs économiques, associations – pour encourager les changements de comportements de mobilité.

Pour mettre en œuvre des solutions de mobilité dont les bénéfices vont au-delà des gains immédiats – lesquels sont très importants – et impactent nos modes de vie, notre capacité à vivre ensemble sans laisser au bord du chemin les plus fragiles.

L'annonce récente par le Maire de Londres du plan vélo de sa ville et la présentation de sa « vision » et des axes innovants qu'il souhaite suivre avec un investissement d'un milliard d'euros sur 7 ans est un signal intéressant. Le vélo joue désormais dans la cour des grands !

Notre représentation nationale est aujourd'hui engagée à nos côtés puisque le Club des parlementaires pour le vélo que nous avons lancé en juillet 2012 compte déjà 95 députés et sénateurs, de toutes tendances politiques. Soit plus d'un parlementaire sur 10 ce qui constitue là encore un signal très encourageant.

Je voudrais donc terminer ces mots introductifs en remerciant les députés et sénateurs qui animent ce Club et avec qui nous conjugons nos efforts pour qu'un vrai Plan national vélo – ou « modes actifs » – que nous appelons de nos vœux depuis que notre réseau existe soit mis en œuvre rapidement. Et notamment Denis Baupin, député de Paris, mon prédécesseur à la présidence du Club, notre collègue Alexis Bachelay, député des Hauts-de-Seine, membre du Bureau de notre association, Philippe Goujon, député de Paris et Fabienne Keller, sénatrice du Bas-Rhin !

Nous voulons cesser de nous demander ce qu'attend l'Etat pour voler au secours du succès, et donner les conditions d'une accélération des réalisations en faveur du vélo sur tout le territoire et en impliquant tous les acteurs concernés.

Bonne Rencontre 2013, bons travaux !

Jean-Marie DARMIAN,
Président du Club des villes et territoires cyclables